ADDIP

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'IDENTITE DES PYRENEES
Coordination Pyrénéenne ADDIP - CONTACT : coordination.addip@gmail.com
C/O aspap 32 av du Général de Gaulle 09000 FOIX

Contacts : Rémi Denjean 06.82.73.06.14 et Olivier Maurin 06.78.52.12.78, co-présidents de l'ADDIP

LETTRE OUVERTE A NICOLAS HULOT, MINISTRE DE la Transition Ecologique et Solidaire

Laruns, le 23 juillet 2018

Monsieur le Ministre,

L'ADDIP, représentant la communauté montagnarde interdépartementale pyrénéenne prend acte que vous renoncez à votre déplacement à Laruns prévu ce lundi 23 juillet.

A l'annonce de votre venue, vécue comme une provocation, des centaines de montagnards de toutes les vallées du massif se sont mobilisés pour vous barrer la route. Au sens propre comme au figuré.

Nous, Pyrénéens, n'avons pas oublié que vous êtes le commanditaire des lâchers d'ours de 2006. Alors que Jacques Chirac, alors Président avait renoncé à ce projet, c'est vous qui avez insisté auprès de lui pour que les lâchers d'ours slovènes, interrompus en 1997, reprennent.

Aujourd'hui vous prétendez vouloir augmenter ce repeuplement artificiel pour atteindre 50 plantigrades. En mars 2018 le « Réseau Ours brun » en dénombrait déjà 54 ! Alors que cette descendance sème le chaos particulièrement en Ariège, où 100% des estives protégées sont attaquées par l'ours, vous, Ministre en exercice, êtes impuissant à protéger les troupeaux des prédateurs comme le Code Rural vous y oblige. [1]

Les Pyrénéens ont dit non ! Nous ne sommes pas dupes. Contrairement à ce que vous avancez, votre décision de lâcher, comme le plan-ours 2018-2028 bafouent l'acceptation sociale des Pyrénéens :

- La « population concernée » définie par la Directive Habitats – Art 22 n'a pas été consultée, vos services ayant lancé à deux reprises des consultations internet ouvertes à la France entière,
- Les réunions de la SPVB – Stratégie pour la Biodiversité Pyrénéenne – ont été boycottées par tous les acteurs locaux pyrénéens, en opposition à tout projet d'expansion de l'ours dans les Pyrénées [2]
- Cette SPVB a été écrite à 100% par les fonctionnaires de la DREAL et les associations pro-ours.

Toute décision fondée sur le processus de la SPVB n'a donc aucune légitimité pyrénéenne.

Au-delà des annonces de lâchers, nous réfutons le plan-ours 2018-2028 dans son ensemble. Ill est déjà contesté par toutes les structures professionnelles agricoles et les acteurs du territoire.

---

[1] Code Rural L 113-1 alinéa 8 / le devoir de l'Etat « Assurer la pérennité des exploitations agricoles et le maintien du pastoralisme, en particulier en protégeant les troupeaux des attaques du loup et de l'ours dans les territoires exposés à ce risque. »

[2] Comme en attestent les procès-verbaux des 4 réunions

Oui, vous avez bien fait de rester à Paris. Ici, chez nous, dans les Pyrénées, nous n'avons pas besoin de vos leçons d'écologie. Nous, éleveurs transhumants, comme des centaines de générations qui nous ont précédés avons façonné AVEC la nature l'extraordinaire biodiversité des Pyrénées. En augmentant la pression de la prédation vous venez au contraire déséquilibrer notre écosystème fondé sur le pastoralisme, chercheurs et scientifiques de l'INRA l'ont démontré. Nous ne vous laisserons pas faire.

Oui, vous avez bien fait de rester avec vos amis idéologues verts, opposés au pastoralisme, à l'économie, à la chasse, aux stations de ski. Ils veulent nous décourager d'utiliser l'espace montagnard pour se l'approprier à des fins d'ensauvagement et d'un tourisme élitiste. C'est scandaleux et insupportable !

Nous ne vous laisserons pas être le fossoyeur des Pyrénées. Vous avez reculé le 23 juillet. Cela ne fait que commencer. Car 20 ans de calomnie, de mépris de notre culture, cela suffit.

Gardez à Paris les qualificatifs injurieux, « anti-ceci » « anti-cela ». Nous ne supportons plus le discrédit jeté par votre administration sur nos pratiques et nos savoirs, hautement durables. Ils méritent votre respect comme celui des pouvoirs publics et celui de nos concitoyens.

Ce que les Français attendent de vous, ce n'est pas de faire diversion au journal de 20H avec votre nounours médiatique, c'est de vous attaquer aux véritables défis environnementaux de notre pays.

Non, vous ne serez pas celui qui sauvera l'ours des Pyrénées : c'est trop tard et vous le savez bien ! Si, au temps des gaulois, l'ours brun « Ursus Arctos » était présent partout en France, tous les noyaux résiduels jusqu'au dernier situé en territoire Pyrénéen ont progressivement perdu leur richesse génétique et abouti à une extinction lente mais inéluctable de l'espèce.

Le Muséum de Toulouse prétend faire des Pyrénées un grand parc animalier où les troupeaux cohabitent avec les grands carnivores. Mais les Pyrénées ne sont pas Yellowstone (zéro habitants) : jamais une population viable d'ours (2 à 3.000 spécimen) ne pourra se développer au milieu de 500.000 pyrénéens !

Aucun texte Européen ne rend obligatoires les introductions d'ours. Si vous l'ignoriez embauchez des conseillers compétents au lieu des militants de l'écologie dure qui ont colonisé votre Ministère, s'inspirant au mot près des arguments des associations militantes de l'ensauvagement et de l'écologie, refusant d'admettre l'expansion du loup et l'inefficacité des mesures de protection.

L'ADDIP, qui sommes-nous ?

Depuis 2002, l'ADDIP coordonne les actions de la communauté montagnarde pyrénéenne face à l'agression que représente l'expansion des grands prédateurs contre nos modes de production et d'usage de l'espace montagnard. Apolitiques et asyndicales, ses 5 associations, l'aspap (09), l'aspaa (11), l'adip31 (31), l'aspp65 (65) et la ftem (64) rassemblent plusieurs milliers d'adhérents : éleveurs, citoyens,syndicats, collectivités locales, acteurs du développement économique.

Monsieur le Ministre, comprenez qu'à ce point d'exaspération votre annonce d'en rajouter une couche en lâchant deux nouveaux ours au milieu du premier département moutonnier des Pyrénées est inacceptable.

Elus locaux, Conseils Départementaux de l'Ariège, des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques se sont prononcés contre toute introduction d'ours. Aragon, Navarre et Val d'Aran demandent l'arrêt des programmes ours.

Nos associations départementales nous rapportent une cristallisation de la colère, et l'augmentation de la présence d'armes en montagne. Deux battues au loup ont été menées en quelques jours. D'autres actions sont à venir : devant l'inaction de l'Etat, certains veulent régler le problème eux-mêmes, sur le terrain.

Les Pyrénéens veulent la paix. N'en rajoutez pas à la fracture déjà trop grande entre les villes et la ruralité :

- Laissez-nous nous défendre et reconnaissez l'improtégeabilité des estives des Pyrénées,
- Déclarez terminée l'expérience de transplantation d'ours dans les Pyrénées.
- Cessez de subventionner les associations pro-prédateurs sans compétences scientifiques
- Reconnaissez la valeur du pastoralisme, source de biodiversité, d'une alimentation saine, d'emplois non délocalisables et d'espaces montagnards entretenus, support des loisirs et du tourisme.
- Encouragez les installations de jeunes au lieu de mettre en péril la viabilité de nos fermes par le surcroît de travail, le stress et les pertes économiques causées par l'ours et le loup.

Vous ne serez plus alors celui qui a fait éclater la guerre de l'ours, mais celui qui l'aura faite cesser.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Ministre, nos salutations Pyrénéennes.

Rémi Denjean et Olivier Maurin

Co-présidents de l'ADDIP, Coordination Pyrénéenne

L'ADDIP, qui sommes-nous ?

Depuis 2002, l'ADDIP coordonne les actions de la communauté montagnarde pyrénéenne face à l'agression que représente l'expansion des grands prédateurs contre nos modes de production et d'usage de l'espace montagnard. Apolitiques et asyndicales, ses 5 associations, l'aspap (09), l'aspaa (11), l'adip31 (31), l'aspp65 (65) et la ftem (64) rassemblent plusieurs milliers d'adhérents : éleveurs, citoyens,syndicats, collectivités locales, acteurs du développement économique.